

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. DE FOVILLE

La statistique et l'opinion (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 43 (1902), p. 125-132

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1902__43__125_0

© Société de statistique de Paris, 1902, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III.

LA STATISTIQUE ET L'OPINION.

(Suite et fin [1].)

II.

La seconde infirmité dont nous avons à faire l'aveu, vous ne la connaissez que trop, hélas ! et le désir d'y remédier a été pour beaucoup dans la création de l'Institut international de statistique : c'est cette sorte de confusion des langues qui résulte, dans nos bibliothèques, de la diversité des méthodes suivies, des formules adoptées, des nomenclatures ou même des définitions en usage. Chaque système, examiné individuellement, peut trouver des partisans ; mais, quand on veut coordonner les documents, synthétiser les recherches, comparer les situations, on se heurte à de telles discordances qu'il faut, pour oser passer outre, beaucoup de clairvoyance ou un peu de scepticisme. Et cette cacophonie nous lasse et nous attriste, nous ; mais elle risque d'égayer les autres à nos dépens. Unifier des statistiques, les rendre aisément et sûrement comparables, les amener à se prêter un mutuel appui au lieu de se contredire, telle est ici notre tâche principale et nous ne saurions mettre trop de persévérance à en poursuivre l'accomplissement. L'expérience des seize années qu'a déjà vécues notre syndicat semble prouver que, si le problème est ardu, il n'est cependant point insoluble.

Sur plus d'un point, en effet, l'amélioration est déjà très sensible. L'adoption par les gouvernements d'une classification commune pour les maladies auxquelles la vie humaine paye tribut est un progrès qui doit frayer la voie à d'autres. Et ne sont-ce pas aussi, en même temps que d'excellents modèles à suivre, de sûrs témoignages de la puissance de notre association que ces grandes statistiques internationales, qui sont nées d'elle et qui ont pour objets : le mouvement des populations dans les divers pays ; — l'état même des populations, sur toute la terre, et le calcul des superficies territoriales correspondantes ; — l'enseignement primaire ; — les métaux précieux et les monnaies ; — les valeurs mobilières ; — le régime des grandes villes... etc.

Voilà, Messieurs, d'importants résultats de notre action commune.

Et d'autres s'annoncent — si j'en crois nos ordres du jour — en ce qui concerne : les migrations humaines ; — les chemins de fer et les communications électriques ; — les salaires agricoles ; — la richesse des peuples ; — les sociétés anonymes ; — les dettes hypothécaires ; — les forêts...

Et que sais-je encore !

Malheureusement nous sommes loin de pouvoir partout compter sur un prompt succès. Les gouvernements qui, en matière purement démographique, prennent volontiers l'avis des statisticiens, restent, au contraire, assez sourds à leurs doléances quand la politique peut se croire en cause, et cela se conçoit. Lorsqu'une loi économique ou financière se forge, à coups d'amendements, sur l'enclume parlementaire,

(1) Voir numéro de mars, page 84.

c'est naturellement le moindre souci des partis en présence que de faciliter par d'harmonieuses concordances le jeu ultérieur de nos confrontations, et alors notre tâche va se compliquant au lieu de se simplifier.

Ainsi, dans ces tableaux du commerce extérieur qu'éditent à grands frais toutes les nations du globe, ce serait, à notre point de vue, un véritable bienfait que l'identification des nomenclatures, et toutes les fois qu'on fera un pas dans cette voie nous applaudirons, mais nous n'en aurons que rarement l'occasion, car ces nomenclatures sont généralement calquées sur celles des tarifs douaniers et, dans les fiévreux débats d'où sortent ces tarifications, le statisticien n'a même pas la parole. Encore s'il n'y avait ici, pour fausser le concert international, que la façon trop capricieuse dont sont qualifiées et classées les mille marchandises que tout grand marché importe ou exporte ! Il y a aussi le mode d'estimation, le mode de conversion des quantités en argent, lequel change de pays à pays. Il y a surtout la désignation des lieux de provenance et de destination, qui se fait très arbitrairement, ici d'une manière, là de l'autre... Autant de motifs de dissonance ou de confusion. Et tous nos efforts pour mettre un peu d'ordre dans ce désordre sont demeurés jusqu'ici à peu près infructueux ; de sorte que, aujourd'hui encore, ces lourds volumes jaunes ou verts, rouges ou bleus, que feuilletent les négociants des deux hémisphères, parlent tous, même en chiffres, des langages différents et ne peuvent se trouver juxtaposés sans qu'il s'en dégage aussitôt des quiproquos désolants. Prenez deux pays quelconques et interrogez-les sur l'importance de leurs transactions réciproques : les deux réponses que vous feront les autorités compétentes seront probablement inconciliables. Un homme d'État bien connu, qui m'honorait de sa bienveillance, m'a raconté plus d'une fois ce qui s'était passé lors de la première rencontre qu'il avait eue avec une haute personnalité étrangère en vue de la conclusion d'un traité de commerce. Chacun tenait ouvert devant lui son tableau du commerce extérieur, afin de pouvoir, séance tenante, prouver ce qu'il affirmerait. Or, toutes les fois que l'un des deux négociateurs énonçait un chiffre, l'autre avait à lui opposer un chiffre ou beaucoup plus faible ou beaucoup plus fort ; et bientôt, las de ces perpétuels démentis, ils trouvèrent préférable de fermer leurs in-folio et les cachèrent même sous la table pour ne plus être tentés d'y recourir.

Ce sont là, n'est-il pas vrai ? de fâcheuses mésaventures. Nous autres, spécialistes, nous nous retrouvons encore, tant bien que mal, au milieu de ces contradictions dont nous n'ignorons pas le pourquoi. Mais autour de nous on proteste, on s'irrite, on raille ; et la statistique s'aliène ainsi des bienveillances qui lui seraient précieuses. Nous ne devons donc pas nous lasser de chercher une issue à ces difficultés et je remercie pour ma part notre nouveau collègue, M. Jules de Vargha, des judicieuses propositions dont il nous a saisis hier.

Ce sont spécialement les contradictions inhérentes aux statistiques internationales que nous avons ici mission d'aplanir. Mais les statistiques nationales ont aussi les leurs et l'opinion ne leur est pas plus clémente, au contraire ; notre intérêt est donc — et c'est aussi notre devoir — de faire la guerre, au dedans comme au dehors, à toutes les malfaçons de la statistique. Je sais, par expérience, ce que ce travail d'épuration peut avoir d'ingrat quand c'est dans les plates-bandes du voisin que l'on a vu fleurir la mauvaise herbe : l'ivraie se laisse rarement déraciner sans résistance. Nous avons beau avertir discrètement ; nous avons beau insister sur l'impossibilité d'une double détermination pour une seule inconnue ; on nous répond

volontiers que la divergence des résultats procède de la dualité des méthodes ou des définitions, et on s'étonne que nous ne nous déclarions pas satisfaits de cette réponse.

Souvent une erreur qui se perpétuait depuis vingt ans ne consent à capituler que lorsqu'on a pris le parti de crier tout haut ce qu'on avait d'abord murmuré tout bas. Je sais un pays — ce n'est ni le royaume de Hongrie, ni l'empire d'Autriche — où deux ministères différents avaient à évaluer parallèlement la production du sel : or, leurs totaux annuels présentaient des écarts de 10, de 15, de 20 p. 100; et dans le détail on voyait s'accuser des disproportions plus choquantes encore. Officieusement prévenus, les éditeurs responsables s'étaient bornés à se déclarer convaincus de l'exactitude de leurs calculs respectifs. Il fallut, pour aboutir, donner à cette trop persistante anomalie la publicité du journal et même du livre. Alors on s'émut de part et d'autre et, après vérification, il fut reconnu que, pour les mines exploitées par voie de dissolution préalable, un employé distrait avait pris l'habitude de confondre le poids des eaux-mères avec le poids du sel qui s'y trouve contenu. Voilà, Messieurs, ce qu'il y a quelquefois au fond de ces petits conflits que l'on croit excuser en alléguant « la diversité des méthodes ».

Au surplus, les méthodes elles-mêmes gagneraient à s'unifier ; car, quand on en applique vraiment deux, l'une ici, l'autre là, il est rare que l'une des deux ne soit pas meilleure que l'autre ; et, se valussent-elles, il y aurait encore avantage à opter. C'est là d'ailleurs une de vos préoccupations actuelles, puisque nous voyons figurer à l'ordre du jour de notre congrès un projet d'unification de ces procédés graphiques dont les statisticiens ont, en tous pays, contracté le goût et développé l'usage. Il y a, pour nous, une langue pour ainsi dire universelle et infiniment expressive : vous avez toute compétence, Messieurs, pour en régler la syntaxe et, si vous faites cela, cette langue, mieux parlée qu'avant, deviendra aussi plus accessible à tous. Ce sera, pour la statistique internationale, un incontestable bienfait.

III

Ce n'est pas seulement par la diversité des méthodes et par la discordance des résultats que la statistique se trouve exposée à compromettre le bon renom dont nous devons être jaloux pour elle.

Elle se fait tort aussi quand on lui voit mettre trop aisément sur le même plan des données dont la qualité est manifestement inégale. Il est clair que, réduit-on son rôle à l'enregistrement numérique des faits sociaux, elle ne saurait les soumettre tous à une comptabilité également rigoureuse : d'abord elle n'y réussirait pas, car il y a des faits que leur nature même dérobe à toute précision ; et, d'autre part, elle n'y gagnerait rien, car, en pratique, la vérité relative rend souvent autant de services que la vérité absolue. Que de cas, dans la vie, où l'approximation suffit ! Il en est un peu de ce qu'on a appelé la météorologie économique et sociale comme de la météorologie atmosphérique, dont les multiples phénomènes sont loin d'exiger de la part de l'observateur la même somme d'attention et d'effort. Les marins, que les souffles de l'air secondent et contrarient tour à tour, se contentent de diviser en seize secteurs la rose des vents, et ils ont raison. Quand il s'agit de « faire le point » au contraire, l'à peu près n'est plus de mise et il convient que les degrés de la circonférence sachent se subdiviser en minutes, voire en secondes. Il en

est de même pour les statisticiens : tous n'ont pas à s'imposer une extrême minutie ; si certains problèmes doivent être traités mathématiquement, il en est qu'on se félicitera légitimement d'avoir résolus à un vingtième ou à un dixième près.

L'important, c'est de bien voir et de dire franchement, dans chaque cas, le degré d'approximation dont on peut répondre. Il faut, à cet égard, savoir se prendre mesure à soi-même : *noscenda mensura sui*, comme disait la devise inscrite sur les jetons de nos anciennes chambres des comptes. Or, trop souvent, cette notion essentielle de l'erreur évitée ou commise ne préoccupe ni ceux qui dressent les tableaux, ni ceux qui les consultent. J'ai relevé, sur ce point, des oublis d'autant plus surprenants que ceux qui s'en rendaient coupables étaient loin d'être les premiers venus. Les maîtres eux-mêmes ne résistent pas toujours à la tentation d'imprimer à des supputations au moins conjecturales l'apparence d'une netteté toute géométrique.

Le modèle du genre nous vient de l'un de nos compatriotes, justement renommé pour sa haute érudition, feu M. Natalis de Wailly. Son *Mémoire sur les variations de la livre tournois* est, pour ainsi dire, classique. Il y suit pas à pas les vicissitudes qu'a eu à subir, depuis saint Louis jusqu'à Louis XVI, l'unité monétaire de l'ancienne France et, pour chaque époque, il se fait fort d'en déterminer la parité en francs. Il combine, dans ce but, divers procédés, dont aucun n'est exempt de quelque empirisme, et, par suite, les équivalents qu'il obtient paraissent tous assez aléatoires. Dès lors, s'il se contentait de dire, par exemple, qu'en novembre 1350 « la valeur moyenne de la livre tournois déduite du cours volontaire de l'or combiné avec le cours légal de l'argent » lui paraît correspondre à 5 fr. 47 c. de notre monnaie, on ne songerait pas à lui en demander davantage. Or, poussant ses ventilations jusqu'aux dix-millionièmes de centime, il écrit : 5 fr. 471 341 162. Et de même tout le long du volume ! C'est s'être fatigué bien inutilement l'intellect. Un judicieux ami lui ayant conseillé de sacrifier en masse ces très illusoirement décimales, l'auteur n'en voulut pas démordre : « Si elles ne sont pas exactes, objecte-t-il expressément dans son *Introduction*, les zéros que j'y substituerai ne le seraient pas davantage. » La réponse est de celles qui désarment et l'on comprend que l'ami n'ait pas insisté.

Mais, Messieurs, à y regarder de près, ne découvrirait-on pas, dans les *Annuaire*s les plus officiels, des chiffres qui, pour se défendre, n'ont guère à invoquer que cet argument-là ? Les nombres ronds sont chose à peu près inconnue dans les statistiques administratives et, là même où les millions seraient discutables, elles se font comme un point d'honneur de détailler jusqu'aux unités. C'est de quoi inspirer d'abord au lecteur une profonde considération pour une science si catégorique ; mais l'admiration ne tarde pas à faire place au doute chez quiconque réfléchit, car comment admettre que tous nos inventaires puissent se faire honneur d'une perfection égale, qu'il s'agisse d'hommes ou de bêtes, de maisons ou de machines, de productions ou de consommations ? Et alors, si la foi s'ébranle, si le statisticien n'est plus cru sur parole, où s'arrêtera la défiance ? Nous ne pouvons compter sur nos lecteurs pour tracer eux-mêmes, dans les montagnes de papier imprimé qui s'entassent devant eux, la vraie ligne de démarcation entre la certitude et l'hypothèse. Ne pouvant tout admettre, ne vont-ils pas tout récuser ? Sur cette page où les chiffres de droite sont fictifs, les chiffres de gauche, à leur tour, ne vont-ils pas devenir suspects ?

A qui raisonne ainsi, je sais, Messieurs, ce que vous pouvez répondre : « La

rigueur de nos chiffres, direz-vous, n'implique aucune prétention à l'infaillibilité et leur solidité dépend, dans chaque cas, de ce qu'ils sont appelés à représenter. Nous savons, à une unité près, combien il existe de communes en France, combien il s'y célèbre de mariages, combien il s'y déclare de faillites, etc. Par contre, ce que notre territoire porte d'habitants, nous n'en sommes guère instruits qu'à un quart de million près. Les doubles emplois, les omissions surtout sont inévitables dans les dénombrements : on y est aussi trompé par les collusions intéressées dont certaines mairies même ne se font pas faute, ainsi que le démontrent les anomalies trop intelligentes de la courbe des communes classées par populations. Voilà plus d'une source d'erreur. S'ensuit-il pourtant que les résultats numériques soumis tous les cinq ans à l'homologation gouvernementale soient dépourvus de toute réalité ? Ils ont au moins une réalité administrative, puisque, en principe, ils résument les déclarations individuelles des citoyens et, faute de mieux, il faut bien les accepter, tels quels, pour en faire la base des classifications prescrites par les lois. »

Soit, Messieurs. Admettons, pour les besoins de la cause, que la France, le 17 mars 1901, comptait 38 641 333 habitants ; mais loin de chercher à faire illusion par l'intransigeance de ce chiffre, ne laissons échapper aucune occasion de rappeler combien il est accidentel. Et avouons, sans en rougir, qu'on peuplerait peut-être une ville comme Lille ou Bordeaux avec les unités qu'a laissées tomber en chemin l'addition forcément incomplète dont nous consacrons le total.

Et s'il en est ainsi, quand il s'agit des hommes, qui, en fait, se comptent eux-mêmes, *a fortiori* devrait-on se montrer circonspect quand on a opéré *in anima vili* et qu'on n'a pu que collectionner des évaluations hasardeuses. La statistique agricole est celle qui appelle le plus d'indulgence, parce qu'il n'y a pour elle ni possibilité ni nécessité de serrer de très près le véritable état des choses. Si elle réussissait à réduire à 4 ou 5 p. 100 l'amplitude extrême de ses doutes quand elle arbitre les récoltes ou quand elle expertise les richesses animales d'un pays, il faudrait l'en complimenter. La comparaison de ses publications annuelles et de ses publications décennales, en France, prouve que ses incertitudes vont loin. Ne pourrait-elle pas, pour en resserrer la marge, perfectionner le mécanisme de ses enquêtes ? Je m'en réfère sur ce point aux impartiales conclusions que nous soumettra bientôt notre cher vice-président, M. Émile Levasseur. Je les suppose seulement un peu optimistes. Taine, le grand philosophe qu'il a connu comme moi et chez lequel ses contradicteurs mêmes honoraient l'ardente passion du vrai, Taine, dans les derniers temps de sa vie, s'était senti très attiré vers la science que nous servons : son actif génie ne pouvait ni en méconnaître les ressources, ni en dédaigner les services ; mais la statistique agricole ne trouvait pas grâce à ses yeux. Il l'avait vue à l'œuvre dans son village, en Savoie ; et, habitué à conclure du particulier au général, il la condamnait en bloc dans des termes dont je me garderai bien de rééditer ici l'inutile sévérité. Mieux informé, il aurait pu reconnaître que, même avec de médiocres matériaux, des mains habiles peuvent édifier d'assez habitables constructions. L'administrateur éminent qui a longtemps eu la haute direction de nos affaires agricoles a certainement extrait des milliers de bordereaux qui passaient par ses mains toute la somme d'utilité possible. Qu'il me soit toutefois permis de penser que la statistique agricole, quels qu'en soient les inspireurs, ne perdrait rien et gagnerait beaucoup à ne se montrer ni trop indiscreète quand elle interroge, ni trop affirmative quand elle prend la parole.

Faire, pour des maires de campagne ou pour des commissions cantonales, un questionnaire dont la complication nous déconcerte nous-mêmes, c'est les encourager à répondre au hasard, à répondre « au petit bonheur », comme on dit chez nous ; et, quand ils ont contracté cette douce habitude, ils ne la perdent pas aisément. Même aux questions les plus claires, que de réponses inconsistantes ! Or, ce sont ces réponses-là qu'on superpose, et c'est tout dire ; mais, la tradition aidant, les bureaux oublient vite combien est trouble la source où l'on a puisé, et les totaux qu'ils mettent en circulation se montrent aussi péremptoires que ceux d'un registre de l'état civil ou d'un bilan commercial.

Pour aller tout de suite aux extrêmes, comment ne pas se sentir inquiet quand on voit la statistique officielle vouloir envelopper dans ses filets jusqu'aux hôtes de nos basses-cours ? Ce serait le cas de prendre le million pour unité : mais, non ; nous avons des principes. En 1882, nos additions assignaient bravement à la France : 12 871 878 lapins, 47 601 284 poules, 8 872 911 pigeons ! De même, en 1892, nous posions : 14 936 071 lapins, 54 102 985 poules et 8 872 911 pigeons ! Pas un département où le nombre soit rond. Je ne cherche pas à exagérer la gravité de ces hardiesses ; mais je les trouve inquiétantes. C'est presque donner raison à M. Thiers, définissant jadis la statistique « l'art de préciser ce qu'on ignore ». Et répétera-t-on ici avec M. de Wailly que, si on avait mis des zéros, ils ne seraient pas vrais non plus ? On pourrait ne rien mettre et cela vaudrait mieux. Évidemment, l'honnête rural, qui ne sait pas ce qu'il a de lapins dans sa lapinière et à qui personne ne l'a jamais demandé, prendra difficilement de tels oracles au sérieux : et les malintentionnés en tireront parti pour indisposer les esprits contre nous. C'est là le danger : il ne me paraît pas négligeable.

Si la statistique, à l'instar du calcul des probabilités, faisait résolument à l'idée d'approximation la place qui lui est due partout où l'intelligence humaine ne peut que tendre vers la vérité sans arriver à la saisir, elle en retirerait, matériellement et moralement, de notables avantages. Le théorème de Bernouilli prouve bien que l'incertain même a ses lois et permet, en toute circonstance, de proportionner l'effort à l'intérêt qui est en jeu. Tandis que certaines entreprises nous donnent beaucoup de peine et nous instruisent peu, il en est d'autres qu'on pourrait simplifier considérablement sans qu'elles cessent pour cela d'être fructueuses. Je citerai, pour fixer les idées, un problème toujours actuel, mais très spécial, celui qui consiste à déduire d'un inventaire partiel des encaisses une estimation plausible du stock monétaire d'un État. Plusieurs de mes collègues de l'Institut international connaissent la méthode qui, en France, a permis de rectifier, à cet égard, les trompeuses indications que certains publicistes avaient cru pouvoir tirer des tableaux du commerce. Pour s'édifier ainsi sur la composition de notre circulation métallique, l'administration des finances a organisé des revues périodiques du contenu des caisses publiques. Il y a déjà été procédé quatre fois et la masse de numéraire qui en fait l'objet va toujours croissant : 23 millions de francs en 1878, 53 millions en 1885, 120 millions en 1891, 209 millions en 1897. Pour classer tous ces millions par métal, par coupure, par nationalité et par millésime, plus de 20 000 comptables sont mobilisés, le même jour, à la même heure... Voilà qui s'appelle « faire grand », et les moyennes assises sur de si larges bases sont assurément de bon aloi.

Eh bien, il nous est venu du fond de l'Inde anglaise une leçon de modestie que nous aurions scrupule à garder pour nous. Un distingué fonctionnaire du gouvernement colonial, M. F. C. Harrison, contrôleur des finances, a mis en train et mené à bien, à lui seul, dans le même but que nous, un recensement du même genre. Il s'était fait autoriser, chaque fois qu'arriverait des provinces un convoi d'argent, à prélever au hasard deux sacs de roupies pour les analyser. Et il ne lui en a pas fallu davantage pour pouvoir formuler des appréciations très pertinentes sur les taux de déperdition respectivement applicables aux émissions successives. Ce qu'il y avait intérêt à savoir, les expériences en chambre de M. Harrison l'ont dit presque aussi clairement que les grandes opérations monétaires de 1878, 1889, 1891 et 1897. Et voilà de quoi rassurer les hommes d'État qui hésitaient à aborder cette sorte de recherches. La loi de l'économie des forces, applicable à toutes les variétés du travail humain, nous dispense d'amener une machine de 100 chevaux là où le bras d'un homme peut suffire ; et c'est précisément pour bien adapter en toute chose la force motrice au travail exigé qu'il convient de savoir prendre parti, dès le début, sur le plus ou moins de précision que chaque problème peut comporter.

Rester juge et maître de l'erreur possible, tout est là. Et, quand les statisticiens se seront bien familiarisés avec cette notion capitale, ils se sentiront plus à l'aise pour étendre et multiplier leurs sondages. Rien ne les oblige, en somme, à se restreindre à l'étude des faits actuels ou récents. Le passé, jusque dans ses lointaines profondeurs, et l'avenir même, dans un moindre rayon, peuvent alternativement solliciter notre intervention. Ces diagrammes, ces courbes au milieu desquels nous vivons et qui sont la forme la plus expressive de l'approximation statistique, n'embrassent d'ordinaire que d'assez étroites périodes. Il en est peu qui remontent jusqu'au berceau du siècle que nous venons d'enterrer. Ceux d'entre nous qui ont le goût et l'art des enquêtes rétrospectives peuvent chercher à reculer le point de départ de ces images symboliques et, dans cette voie, je pourrais déjà citer, à l'honneur de tel ou tel de nos collègues, de bien remarquables essais. Il est encore plus tentant, peut-être, de devancer le temps dans sa course et de façonner, avec les certitudes d'hier, des vraisemblances pour demain. Dans bien des directions, cette ambition nous est permise et rien ne serait plus efficace pour réagir, le cas échéant, contre l'indifférence ambiante.

Messieurs, entendons-nous bien. Je ne propose pas que nous nous mettions à prophétiser sur la place publique. Je ne propose pas que nous nous mettions à dire aux peuples la bonne aventure, ou la mauvaise. Non, certes ; mais, ici encore, il existe entre la météorologie céleste et la météorologie sociale de frappantes analogies et ce que font les observatoires quand ils annoncent chaque matin le « temps probable », nous pouvons, nous devons, dans notre sphère, nous y essayer aussi, à la condition d'y mettre beaucoup de prudence. L'observatoire ne nous dit pas : « Le thermomètre, demain, « marquera 23 degrés et la hauteur barométrique sera de 775 millimètres ». Mais il nous avertit que le thermomètre va monter, que le baromètre va descendre et c'est déjà quelque chose. Il prévient le navigateur, réduit jadis à scruter vaguement l'horizon, qu'il y a, sur l'autre bord de l'Atlantique, un cyclone en formation, que la trombe va franchir l'Océan, qu'à telle date nos mers pourraient bien à leur tour se voir en proie à la tempête ; et quatre fois sur cinq, neuf fois sur dix peut-être, le pronostic se vérifie. N'est-ce rien que cela, Messieurs ; et croyez-vous que, toutes proportions gardées, nous ne serions pas capables d'en faire autant ?

